Et si c'était l'Allemagne qui sortait de l'Euro ?

07/11/2011 à 9h31

Alors que l'avenir de la Grèce au sein de la zone euro paraît incertain, une rumeur toute différente a circulé cette semaine parmi les opérateurs de marché : à en croire un employé de la société britannique De La Rue, l'Allemagne aurait récemment commandé une série d'impressions de Deutschemarks. Simple prudence ou scénario possible ?

Une rumeur non démentie court depuis l'été : l'Allemagne a commandé au britannique De La Rue une impression de Deutschemarks. De La Rue est une société leader mondial de l'impression de billets de banque. La fuite provient d'un employé. Elle a été relayée par la presse britannique.

Lorsque vous déclarez que l'Allemagne pourrait sortir de l'euro, la réponse de votre interlocuteur est invariable : « *c'est impossible, l'Allemagne profite de l'euro, l'Europe est son plus gros partenaire commercial, elle n'exporterait plus, blablabla…* ».

> ***Avez-vous remarqué que bien des choses réputées impossibles sont récemment arrivées ? Des faillites de banques que l'on vous disait confrontées à une simple crise de liquidité (Lehman Brothers, RBS, Hypo Real Estate, Dexia…) ; des faillites d'États développés : l'Irlande, ce merveilleux Tigre Celtique, le Portugal, la Grèce ; la dégradation des États-Unis qui ont perdu leur triple A. Autant d'évènements jugés impossibles seulement un an avant qu'ils ne se produisent.***

Les plans de relance, les stress tests, les plans de

renflouement et de sauvetage; se succèdent tandis que les autorités politiques se discréditent. Le problème est trop de dette, les autorités pensent que la solution est plus de dette. Le problème s'aggrave. C'est logique.

L'Allemagne aime l'Europe mais pas l'Euro

L'Allemagne est rentrée dans l'Euro par devoir. Après la chute du mur de Berlin et au moment de la réunification du pays, il fallait donner un gage de paix à l'Europe inquiète de la résurrection de la Grande Allemagne.

Ce gage fut l'Euro. Faire la guerre aux gens qui partagent la même monnaie que vous, c'est une guerre civile. La monnaie est un ciment qui dépasse même la langue (voir la Suisse ou le Canada).

Le prix politique de la réunification allemande fut l'euro. Le prix comptable de cette réunification fut de 1 300 Mds d'euros selon l'institut de recherche IWH de Halle qui a fait l'addition en 2009, soit plus de 50 % du PIB de 2008.

La sécession de l'Allemagne ne lui coûterait pas plus cher que sa réunification

La banque UBS a récemment estimé le coût d'une sortie de l'euro de l'Allemagne : l'année de la sécession la facture serait de 6 000 à 8 000 € par Allemand soit 20 à 25 % de perte de PIB, puis de 3 500 à 4 000 € ensuite. Le PIB allemand_est d'environ 2 400 Mds d'euros, 25 % de PIB c'est donc 600 Mds d'euros.

La sécession n'est pas si désastreuse. Par comparaison, les engagements de l'Allemagne dans le FESF européen s'élèvent à 348 Mds€ (en direct et en garanties) auxquels s'ajoute une recapitalisation de ses banques. Vous arrivez facilement à 400 Mds d'euros… si tout va bien. Car avec le ralentissement économique, la situation se dégradera très vite.

Sa décision sera politique et pas comptable

Le reste de l'Europe – ses autorités, ses élus et ses citoyens – doit comprendre que la décision de l'Allemagne ne se fera pas sur cet aspect comptable. L'Allemagne sortira de l'euro si la BCE pratique le péché mortel de la création monétaire. Autrement dit, si elle a recours à la "*planche à billets*".

Les prises en pension (ou rachats sur le marché secondaire) d'obligations souveraines irlandaises, grecques, italiennes, portugaises… ne sont pas autre chose. Des euros surgissent du néant sans contrepartie de valeur créée. Les prétendus « *gels* » ou « *neutralisations* » de la BCE n'existent que sur le papier.

Quelqu'un devra payer un jour cette création monétaire. Personne ne sait pour le moment qui exactement. Mais l'Allemagne dit « *pas moi, car je connais le prix* ». Souvenez-vous, en 1922, déjà, Rudolf Havenstein, directeur de la Banque centrale allemande, la Reichsbank, justifiait son impression monétaire par « *la lutte contre le chômage* ».

Le prix politique, l'enchaînement des événements, c'est l'inflation, puis l'hyperinflation, le désordre et le discrédit absolu des autorités, la dictature vue comme seule « *force de l'ordre* » et la guerre.

Quiconque a des enfants sait que l'expérience n'est pas transmissible. Chacun apprend et murit par ses bêtises. Chaque Allemand a retenu sa leçon, elle est encore fraîche dans les mémoires. Nos faillites, à nous Français, sont trop vieilles (huit_faillites dont la dernière remonte à 1812) : nous avons perdu la mémoire.

La Banque centrale européenne adopte la rigueur allemande

Mario Draghi, nouveau gouverneur de la Banque centrale européenne, vient d'adopter une ligne allemande : plus de rachat par la BCE d'obligations des pays en difficulté.

La riposte du milieu bancaire ne s’est pas faite attendre : puisque les obligations souveraines deviennent du crédit *subprime*, nous n’en prendrons plus. C’est en substance le message de Baudouin Prot, le président de BNP Paribas sur BFM vendredi 4 novembre.

Faute de refinancement possible sur les marchés ou auprès d’une banque centrale complaisante, l’Italie, l’Espagne et même la France sont en route vers la faillite. Les faillis demanderont leur sécession. L’Allemagne n’aura pas besoin de quitter l’euro.

Il restera alors un euro du haut, du nord et un euro du bas, du sud. L’Euro du haut sera peut-être une union monétaire de l’Autriche, de la Finlande et du Danemark autour du nouveau deutschemark imprimé par De La Rue .

Atlantico